



## Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Michelle CASSAR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Claire JABADO, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, René REVOL, Rabii YOUSSEUS.

## Finances - Remise gracieuse partielle de Taxe de Séjour Intercommunale

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°14854 du 27 septembre 2017 la Métropole a institué une taxe de séjour intercommunale sur l'ensemble de son territoire excepté la commune de Lattes qui a souhaité en conserver la gestion.

Les six mois d'exercice de la taxe de séjour métropolitaine ont permis de constater une adhésion des hébergeurs et une augmentation de leur nombre. La collecte de la taxe de séjour a également pu être mise en œuvre par les plateformes Abritel et Homelidays sur la commune de Montpellier dès le 1<sup>er</sup> janvier et sur les autres communes du territoire à compter du 15 mars, et est étendue par Airbnb à l'ensemble du périmètre au 1<sup>er</sup> juillet. Ces partenariats facilitent la gestion des hébergeurs et permettent à la Métropole d'aborder positivement la généralisation de la collecte par les plateformes de réservation et de paiement.

La tarification forfaitaire des campings n'apparaît en revanche pas adaptée à la réalité économique des campings du territoire. Les modalités de calcul de la taxe de séjour forfaitaire conduisent en effet à prendre en compte le nombre d'unités de capacité d'accueil que l'article L.2333-41 du Code général des collectivités territoriales définit pour les campings comme le triple du nombre d'unités référencées dans l'arrêté de classement. L'abattement applicable de 20% ne suffit pas à rétablir la réalité de l'occupation des campings. En outre, l'exonération des mineurs ne s'applique pas pour la taxe de séjour forfaitaire. En conséquence, les montants de taxe de séjour forfaitaire 2018 ainsi calculés conduisent à des augmentations importantes de la taxe à payer qui placent ces établissements dans une situation inéquitable par rapport aux autres hébergeurs du territoire.

Trois des campings en activité sur le territoire d'application de la taxe de séjour métropolitaine collectaient la taxe de séjour communale au réel avant 2018 et souhaitent conserver ces modalités qui sont transparentes pour les touristes et économiquement neutre pour les hébergeurs. Compte tenu de la mise en œuvre de la plateforme de télédéclaration, la mise en œuvre d'une taxe de séjour au réel peut être envisagée sereinement pour l'ensemble des hébergements. Il sera proposé une taxe de séjour au réel pour cette catégorie d'hébergement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Afin de ne pas pénaliser ces campings pour l'exercice 2018, il est proposé de ramener le montant dû de taxe de séjour à ce qu'il aurait été au réel, en traitant de manière identique les situations comparables de ces trois établissements par une remise gracieuse partielle de la taxe de séjour forfaitaire 2018. Elle sera ramenée à une taxe de séjour au réel sur la base des nuitées 2017, selon les modalités de calcul suivantes :

Montant dû en 2018 = Nuitées 2017 x tarifs taxe de séjour 2018.

Remise gracieuse = taxe de séjour forfaitaire 2018 – (nuitées 2017 x tarifs taxe de séjour 2018).

Les montants de remise gracieuse s'élèveront à :

Camping Fondespierre : 47 917€

Camping Le Botanic : 10 144€

Camping Le Plein air des Chênes : 28 963€

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la remise gracieuse partielle de taxe de séjour intercommunale,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26/07/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-48336-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.